

Brochure n° 3152

**Convention collective nationale**

IDCC : 1044. – **HORLOGERIE**  
**(Commerces de gros de l'horlogerie**  
**et branches annexes)**

---

**ACCORD DU 22 FÉVRIER 2007**  
**RELATIF À LA PRISE EN CHARGE DES HEURES DE FORMATION**  
**EN ÉTABLISSEMENT DES CQP**

NOR : *ASET0750433M*  
IDCC : 1044

**PRÉAMBULE**

Reconnaissant que le coût élevé des formations techniques en horlogerie est lié :

- au faible nombre de stagiaires suivant ces formations ;
- à l'investissement en matériel et composants horlogers et au taux de remplacement de ces derniers pour cause de détérioration ou de casse,

les partenaires sociaux, qui ont rendu un avis défavorable en CPNEFP le 15 janvier 2007, ont décidé de modifier les conditions de prise en charge des heures de formation dispensées en centre de formation au titre des périodes et contrats de professionnalisation.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification du cahier des charges du CQP d'horloger-rhabilleur*

Le 5<sup>e</sup> alinéa du titre II « Public visé et modalités de recrutement » est modifié comme suit :

« Dans le cas où la formation se déroulerait au titre de la période ou du contrat de professionnalisation, la prise en charge par l'OPCA de la formation dispensée par le centre de formation est fixée au taux horaire de 15 € HT et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 (prise en charge au titre des fonds mutualisés). »

## **Article 2**

### *Modification du cahier des charges du CQP d'horloger spécialisation montres à complications*

Le 4<sup>e</sup> alinéa du titre II « Public visé et modalités de recrutement » est modifié comme suit :

« Dans le cas où la formation se déroulerait au titre de la période ou du contrat de professionnalisation, la prise en charge par l'OPCA de la formation dispensée par le centre de formation est fixée au taux horaire de 15 € HT et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 (prise en charge au titre des fonds mutualisés). »

## **Article 3**

### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de la date de son entrée en vigueur.

Toute organisation syndicale représentative au plan national au sens de l'article L. 132-2 du code du travail, qui n'est pas partie au présent accord, peut adhérer à l'accord selon les dispositions de l'article L. 132-9 du code du travail.

## **Article 4**

### *Dépôt*

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L 132-10 du code du travail.

## **Article 5**

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007. La fédération de l'horlogerie accomplira les formalités nécessaires tant pour le dépôt que pour l'extension.

Fait à Paris, le 22 février 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Fédération de l'horlogerie.

### **Syndicats de salariés :**

FEC CGT-FO ;

Fédération des services CFDT ;

FNECS-CGC.